

Arrêté n° 963/2025/DREAL/UD88 du 17 SEP. 2025
mettant en demeure la société ABCDE située à MANDRES-SUR-VAIR
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8, R. 181-46 et L.514-5 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1856/2007 du 09 juillet 2007 modifié, autorisant la société ABCDE à exploiter une plateforme de compostage située au 951 Rue Reguenel à Mandres-sur-Vair (88800), complété par l'arrêté préfectoral n° 1445/2016 du 08 juillet 2016 actualisant les rubriques de la nomenclature ICPE ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2550/2017 du 28 décembre 2017 relatif à la mise en place d'un dé-conditionneur de biodéchets et d'une activité de tri de déchets de voirie ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 05/2021/ENV du 11 janvier 2021 modifiant le plan d'épandage ;
- Vu le rapport en date du 30 juillet 2025 suite à la visite de l'inspection des installations classées du 25 juillet 2025, transmis à la société ABCDE, par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à la société ABCDE, en date du 31 juillet 2025 ;
- Considérant que des écoulements de lixiviats filtrés à 25 µm, en provenance du site ABCDE situé à MANDRES SUR VAIR, se sont déversés accidentellement, dans le milieu naturel et le cours d'eaux du Vair via le réseau pluvial de l'installation ;
- Considérant ce constat relève un manquement aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé ;
- Considérant que la société ABCDE a réalisé des modifications de ses installations pour filtrer les lixiviats en vue de les réutiliser dans le process de déconditionnement de biodéchets sans les notifier ni à Mme la Préfète ni à la DREAL avant leur réalisation ;
- Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

- Considérant que l'exploitation de ces installations peut être de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ABCDE ;
- Considérant que la société ABCDE n'a pas émis d'observation au projet d'arrêté de mise en demeure, qui lui a été transmis le 31 juillet 2025 par l'inspection des installations classées ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 - La société ABCDE, implantée au 951 rue Reguenel à Mandres-sur-Vair (88800), est mise en demeure de respecter les prescriptions :

- de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;
- de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé.

Pour ce faire, l'exploitant doit, **sous un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, communiquer à l'Inspection de l'environnement :

- un dossier de porter-à-connaissance faisant état des modifications intervenues sur l'installation par rapport à la situation décrite dans le dossier d'autorisation susvisé ainsi que des dangers et inconvénients liés d'un point de vue des risques accidentels, chroniques et environnementaux ;

Pour ce faire, l'exploitant doit, **sous un délai de un mois** à compter de la notification du présent arrêté, communiquer à l'Inspection de l'environnement :

- les mesures prises afin de supprimer tout risque d'écoulement des matières susceptibles de polluer le milieu naturel ;
- les justificatifs des travaux de réparation du flotteur ;
- les mesures mises en place afin que ce type d'évènement ne se reproduise.
- un plan des réseaux "eaux" du site actualisé.

Article 2 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 de cet arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais fixés à compter de la signature du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ABCDE, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de la commune de Mandres-sur-Vair et au sous-préfet de Neufchâteau.

Fait à Épinal, le

17 SEP. 2025

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale

Anne CARLI

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.